



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80 140
71 040 Mâcon Cedex 9

Le, 06 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TWE MACON

3, rue Lavoisier
71000 Mâcon

Références : FL/NM/2024/M_144
Code AIOT : 0005402629

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement TWE MACON implanté 3, rue Lavoisier 71000 Mâcon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche-Comté a décidé de réaliser, en 2023 et en 2024, des actions régionales sur la thématique des équipements sous pression. Celles-ci ont été réalisées au cours des mois d'avril et de mai 2023, puis de mars et d'avril 2024.

Les inspections réalisées dans le cadre de ces actions ont eu pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression et notamment l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

Une première inspection a été réalisée au titre de l'action régionale de 2023. Elle a consisté à contrôler, par sondage, la présence et l'exactitude de la liste des équipements sous pression exploités sur le site, exigée au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et à contrôler sur site quelques équipements.

Celle-ci a conduit à la rédaction du rapport d'inspection référencé FL/NM/2023/M_240 du 17 janvier 2024 et à la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCL BRENV- 2024- 046- 1 du 15 février 2024.

Au sein du rapport d'inspection susmentionné :

- 2 non-conformités ont été constatées, sur les thèmes suivants :
 - un défaut d'informations au sein de la liste des appareils à pression ;
 - un défaut de respect de la période maximale entre inspections périodiques, pour un appareil (non-conformité faisant l'objet de la mise en demeure) ;
- 1 demande de compléments a été formulée concernant :
 - la nécessité de démontrer l'absence d'équipement sous pression au sein des compresseurs présents sur le site.

La mise en demeure concerne, pour sa part, le seul défaut de respect de la période maximale entre les inspections périodiques pour le réservoir d'air comprimé fabriqué par la société SIAP en 2002 et ayant le numéro de série 00015.

L'exploitant a répondu par message électronique et courrier du 7 mars 2024, concernant le seul arrêté préfectoral de mise en demeure, en indiquant :

- « avoir réformé notre cuve de compresseur référencée SIAP PKY 0015 datant de 2002 » ;
- avoir « fait l'achat auprès de la société SPIGE ENERGIE d'une nouvelle cuve » ;
- que la « mise en service de cette cuve est prévue au cours du mois de mars. »

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale de 2024. Elle a consisté à réaliser le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure et du rapport d'inspection susmentionnés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TWE MACON
- 3, rue Lavoisier 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0005402629
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TWE Mâcon, spécialisée dans la production de produits textiles, exploite sur le territoire de la commune de Mâcon une installation de fabrication et de stockage de produits finis non-tissés à base fibre de polymères.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° 12-00395 du 9 février 2012 modifié par les arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires n° DLPE-BENV-2016-99-3 du 8 avril 2016 et n° DCL-BRENV-2021-11-9 du 11 janvier 2021.

Contexte de l'inspection :

- récolement suite à mise en demeure.

Thèmes de l'inspection :

- action régionale 2024 ;
- équipement sous pression.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection :

- 1 non-conformité a été maintenue d'un précédent rapport d'inspection sur le thème suivant :
 - défaut d'informations au sein de la liste des appareils à pression ;
- 1 non-conformité a été constatée, sur le thème suivant :
 - absence d'un appareil à pression au sein de la liste associée ;
- 1 demande de compléments est maintenue concernant :
 - démonstration d'absence d'équipement sous pression au sein des compresseurs présents sur le site ;
- 4 demandes de compléments sont formulées concernant :
 - justification du respect des exigences de suivi en service (respect des périodes maximales entre inspections et requalifications périodiques) pour un appareil ;
 - transmission d'un extrait du registre des déchets justifiant de l'évacuation d'un ancien appareil à pression ;
 - transmission du dossier d'exploitation d'un nouvel appareil à pression ;
 - démonstration du respect des conditions d'installation et d'utilisation en matière d'ancrages pour un appareil à pression.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées relève le respect de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCL-BRENV-2024-046-1 du 15 février 2024 avec la mise hors service et l'évacuation de l'ancien réservoir d'air comprimé SIAP (fabriqué en 2002, ayant le numéro de série 00015), constaté en défaut de respect de la période maximale entre inspections périodiques en mai 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la liste des appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/05/2023 ;• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites ;• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective ;• date d'échéance qui a été retenue : 02/02/2024.
Prescription contrôlée : [...] III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Au travers du rapport du rapport d'inspection référencé FL/NM/2023/M_240 du 17 janvier 2024, il a été relevé le constat et la demande suivants : « Non-conformité : l'inspection des installations classées relève une non-conformité, à la date du contrôle du 17 mai 2023, en constatant le défaut de certaines informations imposées au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. » « Demande de compléments : l'exploitant démontrera à l'inspection des installations classées l'absence d'équipement sous pression au sein des compresseurs présents sur son site ou justifiera le respect des exigences de suivi en service imposées au travers de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 pour ces autres équipements, actuellement absents de sa liste des appareils sous pression. » Lors de la présente inspection du 23 avril 2024, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant comment fonctionnait le site en matière de besoin d'air comprimé avec l'évacuation de l'ancien réservoir d'air comprimé SIAP (fabriqué en 2002, ayant le numéro de série 00015 et constaté en défaut de respect de la période maximale entre inspections périodiques en mai 2023) connecté au compresseur Atlas Copco (fabriqué en 2014 et ayant le numéro de série API485261) et en l'absence de finalisation du raccordement du nouveau réservoir d'air comprimé Cordivari. L'exploitant a alors signalé la présence d'un second compresseur associé à un autre réservoir d'air comprimé. Lors du contrôle sur le terrain, l'inspection des installations classées a effectivement constaté la présence d'un autre compresseur fabriqué par la société Atlas Copco en 1999 et ayant le numéro de série AII 363928, raccordé à un réservoir d'air comprimé, sous pression (7,2 bar lisible sur le manomètre), fabriqué par la société Cool Technology LTD en 1999, ayant un volume de 2 000 litres et une pression maximale admissible de 11 bar. Cet autre réservoir ne fait pas partie de la liste des équipements sous pression présentée lors de l'inspection précédente du 17 mai 2023. Non-conformité : l'inspection des installations classées relève une non-conformité en constatant l'absence, au sein de la liste imposée au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, du réservoir d'air comprimé fabriqué par la société Cool Technology LTD en 1999, ayant un volume de 2 000 litres et une pression maximale admissible de 11 bar.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas répondu au précédent rapport d'inspection référencé FL/NM/2023/M_240 du 17 janvier 2024.
En conséquence, l'inspection des installations classées maintient la non-conformité et la demande de compléments de la fiche de constats n° 1 de ce rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de compléments : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations le dernier compte-rendu d'inspection périodique et le dernier compte-rendu de requalification périodique pour le réservoir d'air comprimé fabriqué par la société Cool Technology LTD en 1999, ayant un volume de 2 000 litres et une pression maximale admissible de 11 bar, respectivement en application des articles 17 et 25 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

La demande de complément de la fiche de constats n° 1 du rapport d'inspection référencé FL/NM/2023/M_240 du 17 janvier 2024 est étendue au compresseur fabriqué par la société Atlas Copco en 1999 et ayant le numéro de série AII 363928.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification documentaire des échéances d'inspections périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/05/2023 ;• type de suites qui avaient été actées : Avec suites ;• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription ;• date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2024.
Prescription contrôlée : <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Au travers du rapport du rapport d'inspection référencé FL/NM/2023/M_240 du 17 janvier 2024, il a été relevé le constat suivant :</p> <p>« Non-conformité : l'inspection des installations classées relève une non-conformité, à la date du contrôle du 17 mai 2023, en constatant un défaut de respect de la période maximale entre les inspections périodiques pour le réservoir d'air comprimé fabriqué par la société SIAP en 2002 et ayant le numéro de série 00015, et ce, contrairement aux dispositions du I de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. »</p> <p>L'exploitant a répondu par message électronique et courrier du 7 mars 2024, concernant le seul arrêté préfectoral de mise en demeure, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">• "avoir réformé notre cuve de compresseur référencée SIAP PKY 0015 datant de 2002" ;• avoir "fait l'achat auprès de la société SPIGE ENERGIE d'une nouvelle cuve" ;• que la "mise en service de cette cuve est prévue au cours du mois de mars." <p>Lors de la présente inspection du 23 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté l'évacuation de l'ancien réservoir d'air comprimé SIAP (fabriqué en 2002, ayant le numéro de série 00015 et constaté en défaut de respect de la période maximale entre inspections périodiques en mai 2023) et l'installation d'un nouveau réservoir fabriqué par la société Cordivari en 2024, ayant le numéro de série P188637, un volume de 491 litres et une pression maximale admissible de 11 bar. Il convient de relever que celui-ci n'était pas encore ancré au sol pour ses trois pieds et qu'il est</p>

équipé d'une soupape de sécurité fabriquée par la société Nuova General Instruments en 2023, avec une pression de tarage de 11 bar.

L'inspection des installations classées relève alors le respect de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCL-BRENV-2024-046-1 du 15 février 2024 avec la mise hors service et l'évacuation de l'ancien réservoir d'air comprimé SIAP (fabriqué en 2002, ayant le numéro de série 00015).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de compléments : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un extrait de son registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets exigé selon le I de l'article R. 541-43 du code de l'environnement, mentionnant l'évacuation de l'ancien réservoir d'air comprimé SIAP (fabriqué en 2002, ayant le numéro de série 00015).

Demande de compléments : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le dossier d'exploitation du nouveau réservoir fabriqué par la société Cordivari en 2024 (ayant le numéro de série P188637, un volume de 491 litres et une pression maximale admissible de 11 bar) conformément au I de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 incluant notamment la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions, l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Demande de compléments : l'exploitant justifiera à l'inspection des installations classées l'ancrage du nouveau réservoir fabriqué par la société Cordivari en 2024 conformément aux conditions d'installation et d'utilisation définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, et ce, suivant les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure

Proposition de délais : 30 jours